



NON à la fusion ZIL / Brigade !

En grève à partir du lundi 1^{er} décembre !

L'intersyndicale CGT éducation, SNUDI FO 33 et SUD éducation 33, refuse la fusion des ZIL et des Brigades en un vivier unique de remplaçants.

Cette réorganisation ne peut que dégrader considérablement les conditions de travail de tous les personnels : enseignants remplaçants, adjoints ou directeurs et personnels administratifs et les conditions d'apprentissage des élèves. La suppression des spécificités comme celle des ZIL REP+ fait peser de lourdes menaces sur la formation des enseignants REP + et sur les 18 demi-journées de décharge d'enseignement auxquelles ils ont droit ; ou encore la spécificité des TR direction qui assuraient aux collègues directeurs de 2 à 3 classes de bénéficier de leurs 12 jours de décharge et des 6 jours pour les chargés d'école.

Cette décision c'est aussi nier le choix des enseignants qui ont effectué, pendant de nombreuses années, des vœux spécifiques lors du mouvement pour obtenir ces postes répondant à leurs propres contraintes personnelles et notamment géographiques.

Les engagements oraux de l'administration indiquant le respect de la prise en compte du terrain sont en contradiction avec la création de ce vivier unique.

Si la situation du remplacement est aujourd'hui catastrophique, ce n'est pas lié à l'existence de différents types de remplaçants mais au manque d'enseignants remplaçants.

Cette fusion BD/ZIL ne répond qu'à une volonté de flexibiliser le cadre de travail des remplaçant.e.s, selon une logique chère aux politiques libérales, qui sacrifient les conditions de travail à une « gestion des coûts ». Elle sera aussi à terme un outil supplémentaire de précarisation du métier enseignant, en dissuadant les titulaires de postuler sur ce type de poste, permettant ainsi un recours aux contractuel.le.s.

Nous exigeons :

- Le maintien de la distinction effective des différents types de remplaçants ZIL, Brigade, ZIL REP +, ZIL direction ainsi que le retour des spécificités déjà supprimées : Brigade Formation, Brigade SEI...
- Une gestion du remplacement au niveau des circonscriptions, au plus proche de la réalité du terrain
- L'abandon du projet du gouvernement Macron-Lecornu-Geffray qui prévoit 4 000 suppressions de postes et la création des postes nécessaires, en particulier des postes de titulaires remplaçants.
-

En grève à partir du lundi 1^{er} décembre 2025

Rassemblement

lundi 1^{er} décembre à 11h

Devant la DSDEN,

30 cours de Luze à Bordeaux.